



La plus grande grève au monde: 200 millions de travailleurs paralysent l'Inde

La grève générale a été appelée contre les mesures d'austérité et de confinement et les attaques contre les droits du travail promues par le gouvernement de Narendra Modi (Inde).

Par [Diego Sacchi](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2020

[EFE/EPA/RAJAT GUPTA](#)

Région : [Asie](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Jeudi, le 26 novembre 2020, quelque 200 millions de travailleurs ont participé à une grève générale en Inde, à l'appel de dix centrales syndicales, contre les politiques du gouvernement de *Narendra Modi*, le Premier ministre du pays. Le train de réformes comprend de nouvelles lois sur le travail, une plus grande flexibilisation (des réglementations plus souples) sur les réglementations en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail et dans le secteur agricole, ainsi que des privatisations du secteur public.

Le gouvernement a approuvé quatre codes du travail qui remplacent les lois protégeant les travailleurs. Ces réglementations permettent aux employeurs et aux gouvernements d'augmenter la charge de travail, de contraindre encore davantage l'obtention de salaires équitables, de licencier facilement les travailleurs, de réduire la couverture d'assurance maladie et de rendre plus difficile la création de syndicats.

En coordination avec les syndicats, une plateforme de plus de 300 organisations d'agriculteurs a appelé à une manifestation pour ce vendredi 27 novembre. Les travailleurs des principaux secteurs industriels tels que la production d'acier, de charbon, les télécommunications, l'ingénierie, les transports, les ports et docks, les banques et transporteurs de fond se sont joints à la grève, tandis que dans plusieurs États (l'Inde est une république fédérale composée de vingt-huit États et huit territoires de l'Union), une grève rurale est en préparation.



Les réformes proposées par le gouvernement contre les droits des travailleurs s'inscrivent dans le contexte des effets de la « pandémie » et du confinement de coronavirus sur le pays. Le gouvernement de Modi répond à la pandémie en imposant le confinement, et en donnant la priorité aux profits des grandes entreprises et en protégeant la fortune des milliardaires plutôt que la vie et les moyens de

subsistance des travailleurs.

L'Inde compte plus de 9,2 millions de personnes infectées par le COVID-19, le deuxième plus grand nombre au monde et près de 135 000 décès, (pour une population de 1 300 000 000 d'individus. NDLR) selon les données officielles. La pandémie s'est étendue aux grandes villes comme Delhi, Mumbai et d'autres centres urbains, ainsi qu'aux zones rurales où les soins de santé publique sont rares ou inexistants.

Conséquence du confinement, des millions de personnes ont perdu leurs revenus, et ce dans un pays où, avant la pandémie-confinement, 50% des enfants étaient en malnutrition. L'économie indienne a connu une chute de 23,9 % de son produit intérieur brut (PIB) au cours du trimestre d'avril-juin, alors qu'elle devrait baisser au total d'environ 10 % au cours de l'exercice 2020-2021. Dans ce contexte, des dizaines de millions de personnes ont perdu leur emploi de façon permanente, (à cause du confinement meurtrier. NDLR) ou ont vu leurs heures de travail réduites. Selon un rapport du FMI publié en octobre, d'ici la fin de 2020, 40 millions d'Indiens supplémentaires se retrouveront dans une « pauvreté extrême », définie comme le fait de survivre avec 1,60€ ou moins par jour.

Les salariés de l'industrie, les employés du secteur des services et du public exigent une augmentation du salaire minimum, la fin du travail précaire, le contrôle des prix des produits de première nécessité et la fin de la politique gouvernementale de privatisation du secteur public. Les revendications incluent 10 kilos de nourriture pour les familles dans le besoin, la fourniture d'une aide d'urgence aux secteurs les plus démunis de la population, effectuer un paiement unique de 7 500 roupies (environ 85 euros), le renforcement du système de distribution publique, le retrait des nouveaux codes du travail et des trois lois agricoles qui ouvrent les portes à l'agrobusiness, ainsi que l'abandon de la nouvelle politique d'éducation.

En outre, les travailleurs revendiquent l'allocation de 5% du PIB à l'éducation, aux soins de santé pour tous et de 6% du PIB pour la santé. Les agriculteurs réclament depuis des années de meilleurs prix pour leurs produits, que l'exécutif annonce des prix minimaux de soutien sur la base de la recommandation faite il y a 16 ans par la Commission nationale des agriculteurs, et l'élimination de la dette des travailleurs ruraux.

Les directions syndicales ont appelé à la grève pour désamorcer le mécontentement de millions d'indiens contre le gouvernement, mais pour l'instant elles ne donnent pas de réelle continuité aux protestations.

Le profil nationaliste et de droite du gouvernement a répondu à la pandémie en intensifiant son discours contre les minorités religieuses, comme les musulmans, et en cherchant à attaquer les droits de millions de personnes avec des lois qui aboutiraient à une plus grande flexibilité du travail au profit des seuls milliardaires locaux et des entreprises étrangères et nationales.

La rhétorique nationaliste de Modi s'est également intensifiée, en particulier contre la Chine, en plus d'approfondir la coopération stratégique et militaire avec les États-Unis en essayant de tirer profit du différend entre Washington et Pékin.

Diego Sacchi

Une vidéo de grèves antérieures en Inde :

Texte original sur EFE/EPA/RAJAT GUPTA.

Traduction Flo Balletti : <https://les7duquebec.net/>

La source originale de cet article est [EFE/EPA/RAJAT GUPTA](#)

Copyright © [Diego Sacchi](#), [EFE/EPA/RAJAT GUPTA](#), 2020

Articles Par : [Diego Sacchi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca